

**Interview** Etats-Unis Credit Suisse Russie Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

## Mark Pieth: "L'attitude du SECO nuit gravement à la Suisse"

5 avril 2023

Début mars, l'ambassadeur américain à Berne, **Scott Miller**, critiquait le manque de fermeté de la Suisse dans l'application des sanctions. Peu après, son homologue suisse à Washington, **Jacques Pitteloud**, mettait en garde contre une nouvelle "*tempête*", du même ordre que celle qui s'était abattue sur la place bancaire suisse en 2008. Interrogé par *Gotham City*, le professeur de droit **Mark Pieth** estime que l'attitude des autorités suisses est délibérée.

Selon l'ambassadeur **Scott Miller**, les autorités suisses auraient dû saisir "*50 ou 100 milliards*" de fonds russes, au lieu des 7,5 bloqués à ce jour. Que pensez-vous de cette déclaration?

**Mark Pieth:** J'ai rencontré Scott Miller. Il est extrêmement aimable. Je dirais même que c'est la gentillesse en personne. Quelques mois après le début de la guerre, je lui avais parlé de mes doutes sur l'attitude de la Suisse dans le cadre des sanctions. Il m'avait répondu: pas du tout, la Suisse est un partenaire! Et jusqu'ici, il s'était montré très retenu sur ce sujet. Quand j'ai lu son interview, j'ai tout de suite pensé que ça ne venait pas de lui. Pour moi, cela ne fait pas de doute: c'est son chef au Département d'Etat, **Anthony Blinken**, qui lui a dit de passer le message. Les Américains ne sont d'ailleurs pas les seuls.

L'Union européenne le répète aussi, comme tout le monde en coulisses: la Suisse ne joue pas le jeu, ça suffit.

**Les doigts sont pointés vers le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) qui est en charge d'appliquer les sanctions. Cette autorité est-elle dépassée?**

Le SECO est largement inactif. Son approche est purement formaliste et bureaucratique. Il n'y a qu'à regarder comment ils ont traité le cas d'**Andrey Melnichenko** et de son groupe **Eurochem**. En gros ils ont dit: si votre femme prend le contrôle de l'entreprise, alors ça va. Mais on se rend bien compte que ce n'est pas acceptable. En plus, ce chiffre de 7,5 milliards bloqués reste stable depuis des mois. Peut-être que tout l'argent qui devait être bloqué l'a bien été. Peut-être pas.

**Il est difficile d'imaginer des approches plus différentes. D'un côté, les Etats-Unis accusent la Suisse d'avoir laissé filer 90% des fonds russes. De l'autre, le SECO conduit des microprocédures administratives. La première condamnation pour un cas de violation des sanctions concernait un chargement de 1850 kilos de lubrifiants à Mendrisio. Cette situation est presque comique.**

Vous pouvez en rire, mais ce n'est pas drôle du tout. L'ancien banquier **Konrad Hummler** le disait récemment, une semaine avant la débâcle de **Credit Suisse**. Il a prévenu: arrêtons de protéger ces Russes! *Der Sturm kommt direkt auf uns zu!* Le SECO et sa directrice ne comprennent pas la situation. Dans ce sens, je pense que l'attitude du SECO nuit gravement à la Suisse.

**Au-delà du SECO, les autorités suisses en général ont-elles la capacité de détecter et de poursuivre les violations de sanctions?**

Le seul moyen efficace serait de créer une *task force* qui réunirait différentes autorités. Le fait que ce ne soit toujours pas le cas montre que la Suisse n'a pas de volonté réelle de faire appliquer les sanctions. Cela montre qu'on ne joue pas le jeu, et je pense que c'est délibéré.

## **Même si une volonté se dessinait, les autorités ont-elles les moyens de détecter d'éventuelles violations?**

La faiblesse des régulateurs est une caractéristique de notre système bancaire. Le SECO en fait partie, mais pas seulement. C'est la même chose pour la **FINMA**. Ce sont de tout petits régulateurs, qui sont censés surveiller des risques immenses. Et ça ne fonctionne pas.

## **C'est le même constat qui a été posé dans le cas de Credit Suisse.**

Ces deux sujets sont proches. Ils sont le reflet d'une même problématique. Le risque, dans le cas des sanctions, c'est que si les choses n'avancent pas, les Etats-Unis décident de sévir avec des inculpations, comme ils l'ont fait dans le passé. C'est ce que suggère probablement Konrad Hummler quand il parle de "*tempête*", car il a été témoin de ce genre de pressions. Mais je pense que cette fois, les banquiers ne seraient pas forcément les premiers visés. Les pressions américaines pourraient plutôt viser les fiduciaires et les avocats qui ont créé des structures permettant d'échapper aux sanctions.

Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) Credit Suisse Etats-Unis Russie Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)  
Andrey Melnichenko | Jacques Pitteloud | Konrad Hummler | Mark Pieth | Scott Miller

5 avril 2023